



Vidéoprotection et spectacle médiatico-politicard



Depuis plusieurs semaines, les agents du Centre de Supervision Urbain (CSU) restent impassibles et neutres au cirque médiatique qui entoure la vidéoprotection à Lyon et la passe d'arme publique entre l'exécutif municipal et la préfecture du Rhône accompagnée de son ministre de l'intérieur Gerald DARMANIN.

Dans de nombreux articles récemment parus dans la presse, des intervenants, notamment de la Préfecture du Rhône, laissent à suggérer que l'utilisation des caméras, propriété de la Ville de Lyon, par les policiers serait plus efficace que par les agents de la Ville de Lyon.

C'est avec stupeur que les agents du CSU ont pris connaissance de la déclaration en date du 15 septembre de Monsieur Ivan BOUCHIER, Préfet délégué à la Sécurité, qui sous-entend que le délai de réaction du CSU pour transmettre les images pour engager une action policière est actuellement trop long et cela à cause de la manipulation des caméras.

Pourtant, aujourd'hui, lorsqu'un fait survient, une ligne directe relie les opérateurs du CSU au Centre d'Intervention et de Commandement (CIC) de la police (le 17). La réaction, la manipulation et le déport d'images sont instantanés.

C'est jeter l'opprobre insidieusement sur le travail fourni par les agents du CSU qui répondent depuis plus de 20 ans avec efficacité aux nombreuses demandes quotidiennes des effectifs de police (municipale et nationale). Par ailleurs bon nombre de signalements d'actes délictuels (agressions, vols, rixes, rodéos,...) à l'initiative des agents du CSU donnent lieu à des interventions policières. Les agents du CSU, réels auxiliaires de la sécurité urbaine, effectuent un suivi en direct afin d'optimiser le travail des policiers engagés.

Ils sont des agents municipaux qui ont une connaissance accrue de l'espace urbain, des problématiques de délinquance dans tous les quartiers vidéoprotégés, une maîtrise totale de l'outil vidéo et des conduites à tenir en cas de faits repérés par eux ou demandés par la police. Ils n'acceptent pas d'être discrédités et d'être le jouet des passes d'armes des partisans politiques, ni que certains remettent en cause leur professionnalisme ou leur efficacité.

Et surtout, n'en déplaise à monsieur Darmanin ces agents territoriaux sont des fonctionnaires attachés au service public. N'en déplaise à Darmanin nos fonctionnaires ne laissent pas s'effacer malencontreusement des vidéos comme nous avons pu le voir cette année au stade de France lors des incidents de la finale de Ligue des Champions. N'en déplaise à Darmanin nos fonctionnaires sont des professionnels consciencieux !

Déjà sous la pression d'un audit annoncé, les agents du CSU ne veulent pas faire les frais de cette guerre des clans (politiques) et être démunis de leur outil de travail. Travail qu'ils font au service du public.

Contact Presse: 07 60 89 68 08